

Révolte en Iran : l'assourdissant silence des Etats arabes

Présenté comme de la prudence diplomatique, le silence des États arabes face à la contestation en Iran révèle surtout une logique de survie des régimes. La peur d'un précédent révolutionnaire et d'une déstabilisation régionale incontrôlable guide les capitales arabes.

Atlantico : Le silence des États arabes face à la révolte en Iran est souvent présenté comme une prudence diplomatique. Selon vous, s'agit-il avant tout d'une realpolitik régionale dictée par la [peur](#) de l'instabilité et la survie des régimes, ou d'un positionnement idéologique et confessionnel plus profond qui dépasse la simple opposition sunnites/chiites ?

Michel Fayad : Le silence des États arabes face aux mouvements de contestation en Iran relève avant tout d'une realpolitik de survie des régimes, bien plus que d'un alignement idéologique ou confessionnel structurant. La grille sunnites/chiites, longtemps centrale, n'est plus aujourd'hui le déterminant principal. La fracture essentielle est devenue celle qui oppose régimes et sociétés, stabilité autoritaire et mobilisation populaire.

Les États arabes perçoivent toute révolte majeure au [Moyen-Orient](#) comme un risque systémique. Un affaiblissement brutal du pouvoir iranien ne serait pas interprété comme une victoire idéologique, mais comme l'ouverture d'un cycle d'instabilité imprévisible, susceptible de provoquer

des chocs sécuritaires, économiques et sociaux dans toute la région. Les souvenirs des printemps arabes demeurent déterminants : soutenir une insurrection, même chez un rival stratégique, revient à légitimer un principe que ces régimes s'emploient précisément à neutraliser chez eux.

Dans ce cadre, la dimension confessionnelle existe, mais elle est instrumentale. Les États sunnites du Golfe préfèrent aujourd'hui composer avec un Iran affaibli mais fonctionnel qu'avec un vide de pouvoir susceptible de produire des acteurs encore plus radicaux, incontrôlables ou transnationaux. Ce choix dépasse la logique sunnites/chiites et s'inscrit dans une lecture froide de la préservation de l'ordre régional.

La Ligue arabe est restée remarquablement silencieuse sur les événements en Iran. Ce silence traduit-il une incapacité structurelle et des divisions internes profondes, ou relève-t-il d'un calcul stratégique assumé, lié au principe de non-ingérence, aux équilibres régionaux et au statut de l'Iran comme puissance non arabe mais centrale au Moyen-Orient ?

Le mutisme de la Ligue arabe est à la fois le produit d'une paralysie structurelle et d'un calcul stratégique assumé. Institutionnellement, l'organisation reste incapable de produire une position unifiée sur les crises majeures impliquant des puissances non arabes. Les divisions internes, notamment entre États proches de Téhéran et États méfiants à son égard, rendent toute prise de position collective illusoire.

Mais au-delà de cette faiblesse chronique, le silence relève d'un choix délibéré. Le principe de non-ingérence est mobilisé non par conviction normative, mais par intérêt défensif. Prendre position sur une révolte intérieure iranienne créerait un précédent politiquement dangereux pour des régimes eux-mêmes soucieux de verrouiller toute [contestation](#) interne.

Par ailleurs, l'Iran, bien que non arabe, est devenu un acteur structurant

des équilibres moyen-orientaux, capable de peser indirectement sur plusieurs capitales arabes via des réseaux militaires, politiques et confessionnels. La Ligue arabe ne dispose ni des moyens de coercition ni de la cohésion nécessaires pour affronter ce rapport de force. Le silence devient alors une stratégie d'évitement, révélatrice d'une reconnaissance implicite des limites arabes face à Téhéran.

Dans quelle mesure la crainte de créer un précédent joue-t-elle dans cette absence de réactions des Etats arabes ? Soutenir une révolte populaire en Iran pourrait-il encourager des mouvements de contestation internes dans plusieurs pays arabes autoritaires, faisant du silence un mécanisme d'autoprotection des régimes plus qu'un simple choix diplomatique ?

La crainte de créer un précédent joue un rôle déterminant dans l'attentisme arabe. Soutenir une révolte populaire en Iran reviendrait à reconnaître la légitimité politique de la mobilisation de rue comme moyen de transformation du pouvoir. Or, c'est précisément ce principe que la plupart des régimes arabes cherchent à disqualifier depuis plus d'une décennie.

Les printemps arabes ont laissé une trace durable dans les appareils de pouvoir : la peur d'un effet de contagion, même indirect, structure désormais les réflexes diplomatiques. Appuyer les protestataires iraniens exposerait les régimes arabes à un retour de flamme symbolique, en nourrissant des récits internes fondés sur la primauté de la volonté populaire sur la stabilité étatique.

Le silence n'est donc pas une neutralité passive, mais un instrument de contrôle politique. Il permet d'éviter toute cohérence discursive qui pourrait être retournée contre les autorités elles-mêmes, tout en maintenant une stricte séparation entre les crises « légitimes » à commenter et celles qu'il convient de taire.

Le silence est-il également lié à des facteurs très concrets comme la peur de représailles iraniennes (militaires, économiques ou via des groupes alliés), le récent réchauffement diplomatique entre l'Iran et certains États arabes — notamment l'Arabie saoudite — et la fatigue des conflits régionaux ? Dans ce contexte, le monde arabe privilégie-t-il désormais la stabilité à tout prix, même au détriment des principes qu'il affirme défendre ?

Ce silence s'explique par des vulnérabilités stratégiques très concrètes. L'Iran dispose d'une capacité de nuisance directe et indirecte considérable, et les États arabes en sont pleinement conscients.

L'Arabie saoudite redoute une combinaison de scénarios : frappes contre les bases militaires américaines sur son [territoire](#), activation de la minorité chiite dans la province orientale où se concentrent les infrastructures pétrolières, et reprise d'une escalade militaire des Houthis contre ses installations énergétiques. Pour Riyad, une confrontation ouverte — même indirecte — ferait peser un risque majeur sur la sécurité énergétique mondiale et sur sa propre stabilité interne.

Le Qatar, quant à lui, se trouve dans une situation de vulnérabilité existentielle. Une frappe sur les installations de liquéfaction du gaz ou sur les usines de désalinisation paralyserait immédiatement l'État. Dans ce contexte, toute prise de position publique hostile à Téhéran est perçue comme un pari excessivement risqué.

À ces facteurs s'ajoute le réchauffement diplomatique récent entre l'Iran et plusieurs capitales arabes, notamment Riyad. Cet équilibre, encore fragile, est considéré comme un moindre mal après des décennies de guerres par procuration au Yémen, en Syrie ou au Liban. La région est entrée dans une phase de fatigue stratégique, où la désescalade prévaut sur l'affrontement idéologique.

En définitive, le monde arabe privilégie aujourd'hui une stabilité défensive, parfois cynique, mais rationnelle du point de vue des régimes. Les principes qu'il invoque pour les Palestiniens — droits des peuples, solidarité, autodétermination — sont ici subordonnés à une priorité jugée supérieure : éviter l'effondrement des équilibres existants, même au prix du silence.

MOTS-CLES

[Arabie Saoudite](#), [Ligue arabe](#), [Qatar](#), [Irak](#), [contrôle politique](#), [silence](#), [opinion publique](#), [révolte](#), [régime](#), [Iran](#), [chute du régime](#), [régime iranien](#), [mollahs](#), [sunnites](#), [chiites](#)